

Le bluff et la ruse de la bourgeoisie ne trompent pas la classe ouvrière

C'EST maintenant, avec le recul d'un mois et avec les informations sur le mouvement en province, que l'on peut mesurer exactement la force révolutionnaire de la grève généralisée du mois d'août.

Ces informations précieuses qui pouvaient donner le dynamisme et enflammer tous les travailleurs en lutte, les dirigeants syndicaux et politiques se sont bien gardés, alors qu'ils en avaient connaissance, de les communiquer, de les donner en exemple.

C'est ainsi qu'à Nantes, à Creil, au Havre, à Rouen, à Angers et dans de nombreuses autres villes de province les travailleurs, poussés par la logique de cette grève générale descendante dans la rue manifestent, le drapeau rouge en tête et opposent le pouvoir de leurs comités de grève aux autorités communales ou préfectorales de la bourgeoisie.

Ainsi, si la classe ouvrière n'a pas remporté une victoire matérielle, si elle n'a pu arracher ses revendications d'un gouvernement et à un patronat assurés de la complicité des dirigeants syndicaux, elle a remporté l'énorme victoire, cette véritable victoire dont la bourgeoisie a pris conscience : L'unité d'action dans une grève quasi générale aux perspectives révolutionnaires.

La levée du siège de l'Etat bourgeois après la trahison des directions ouvrières n'est ainsi qu'une trêve. Les travailleurs restent mobilisés.

L'entêtement magnifique des métallos et des gars du bâtiment du Havre qui continuent, malgré leur isolement, leur grève, les débrayages dans diverses villes par les employés des P.T.T., le mécontentement général qui se manifeste dans toutes les professions annoncent une nouvelle levée en masse.

Le gouvernement ne sait que bluffer et ruser et encore très mal. Alors que le « coup des campagnes de baisse des prix » ne trompe plus personne, Laniel a cru que cette farce allait apporter l'apaisement en y joignant l'annonce du « rajustement dégressif des salaires inférieurs à 25.000 fr. » et annoncé une réduction du budget de guerre de cent milliards.

Les artifices employés par la bourgeoisie ne changeront rien, ils ne servent et ne serviront sûrement pas à prolonger la trêve dans la lutte à mort qu'a ouverte la classe ouvrière au mois d'août contre le régime. Ces artifices,

la bourgeoisie ne les offre que pour donner le change à sa panique. Elle ne peut pas même gagner du temps. La trêve que les travailleurs ont acceptée, contrainte, cessera quand ils auront assimilé l'enseignement et tiré toutes les leçons de leur action du mois d'août. Le gouvernement a compris tout le danger de cette trêve. Dans le but d'écraser l'offensive prochaine des travailleurs il a fait voter une série de décrets-lois visant l'interdiction pure et simple des grèves. La bourgeoisie se trompe si elle pense si facile d'écraser la classe ouvrière.

Et c'est plein de l'enseignement d'août 53, riches d'une expérience formidable que les travailleurs se lanceront à nouveau dans la lutte, balayant leurs directions pourries, derrière une avant-garde nouvelle, derrière la direction révolutionnaire des militants qui sauront se révéler dans la lutte.



Le trafic des piastres

Un gang hautement protégé

La guerre d'Indochine, avec cette nouvelle affaire du scandale des piastres, illustre très clairement toute la pourriture que suscite les guerres du monde capitaliste. Mais les chagrins se sentent encore plus à l'aise quand il s'agit d'une guerre colonialiste comme celle d'Indochine. Alors, là, les affaires de tous poils trouvent le milieu idéal auprès des colonialistes, aventuriers cupides et sans scrupules, dont la devise première est : la fortune rapide par tous les moyens. Dans les colonies, les vrais maîtres sont les colons ; les politiciens se manoeuvrent, se déplacent, s'achètent. Les scandales ne se comptent plus en Indochine. Tout récemment, l'affaire des généraux avait fait grand bruit ; quand Roger Peyré, l'homme de paille, ayant pris le large assez facilement, l'affaire se classait tout bonnement. Et puis, subitement, un pavé est lancé dans cette mare. Un M. Jacques Despuech, ancien fonctionnaire de l'Office des Changés à Saïgon, rapatrié en France contre son gré, sous prétexte de maladie, se fâche tout rouge, et sous le coup de la colère (dont il exprime ses regrets par la suite), il fait éditer un livre intitulé le « Trafic des piastres ».

Le livre jette un froid, l'auteur reçoit des menaces de mort, des parlementaires naïfs, croyant leur parti en dehors de l'affaire demandent des explications publiques. Devant l'ampleur du scandale, il s'avère nécessaire de constituer une commission d'enquête.

L'audition de l'auteur du livre est particulièrement édifiante. Des parlementaires de presque tous les partis, des généraux, des hauts fonctionnaires, des anciens hauts commissaires en Indochine sont plus ou moins compromis. Mais citons les passages les plus marquants de cette audition :

« En 1945, on a fait tuer en Indochine des hommes pour récupérer des stocks appartenant à des grosses sociétés, telle la Société Michelin. » — « On croirait que le taux des piastres a été fixé exprès pour enrichir certains groupes financiers. » — « Le transfert de dommages de guerre, interdit en principe, était toujours accordé aux grosses sociétés, complicité dont a bénéficié entre autre la Société des Ciments de Portland. » — « Les banques se servaient des transferts qu'elles pouvaient légalement opérer pour couvrir des trafics frauduleux. » — « M. Perrier, qui aurait aidé le haut commissaire Bollard à étouffer l'affaire, serait maintenant en France. »

« M. Rivet, qui m'a fait rapatrier, m'a dit : « Cela vous apprendra à vous mêler de ce qui ne vous regarde pas » ; ce même Rivet, qui en savait trop long, périt dans un accident ; un autre accident coûtait la vie au journaliste Armorin, porteur d'un dossier au sujet du trafic. »

Toute la déposition de Despuech vaudrait d'être reléue, les plus sceptiques seront convaincus de la dégénérescence de la bourgeoisie, de la corruption des politiciens et de l'armée. Car l'on parle aussi de généraux et de colons dans ce trafic de piastres. Toute la fine fleur

du capitalisme, industriels et banquiers trafiquaient là-bas à qui mieux mieux.

On achetait les consciences des hauts fonctionnaires, on menaçait de mort les indisciplinés, on « foutait » dans le bain les politiciens. Gangsters et Cie, voilà le vrai visage du colonialisme, voilà les souteneurs de la guerre d'Indochine. Mais les meilleurs soutiens du colonialisme français, l'aristocratie vietnamienne, les généraux mercenaires indochinois, les personnalités religieuses caodistes profitaient également du trafic pour augmenter les prébendes versés par l'impérialisme français. Toute une vermine qui grouille sur la misère du peuple d'Indochine qui crève chaque jour dans les rizières.

Entre deux voyages en avion, les hauts commissaires en Indochine bavent dans des conférences de presse où il est question de la mission civilisatrice de la France et de la défense des libertés en Asie, quel cynisme ! A Paris, le très M.R.P. Coste-Floret faisait, en 1949, l'éloge de M. Franchini (dans le bain jusqu'au cou actuellement), le qualifiant

Roger CARON.
(Suite page 2, col. 6.)

LE LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FEDERATION ANARCHISTE

Cinquante-sixième année. — N° 373
JEUDI 24 SEPTEMBRE 1953
LE NUMERO : 20 francs

Fondé en 1895 par Louise MICHEL et Sébastien FAURE

Pour un 3^e Front Révolutionnaire International

INTERNATIONALE
ANARCHISTE

Le prétendu "Front Démocratique et Social"

TENTATIVE DE DUPERIE

On sait que dans le fief électoral de Guy Mollet, secrétaire général du Parti socialiste, à Bruay-en-Artois, a été lancée l'idée d'un « Front Démocratique et Social », à l'instigation des politiciens de la S.F.I.O. et de Force Ouvrière.

De quoi s'agit-il ? Le Populaire et Franc-Tireur nous ont amplement renseigné, en commentant les déclarations de Guy Mollet : le Front Démocratique et Social regrouperait aux côtés de la S.F.I.O. et de son appendice « Force Ouvrière » les chrétiens non cléricaux, donc la gauche de la C.F.T.C. et même la C.F.T.C. tout entière, les radicaux du style Mendès-France et peut-être... les stalinien sous certaines conditions. Le but : la constitution d'une sorte de Front Populaire modéré, la marche vers un gouvernement de S.F.I.O. et de

M.R.P. et radicaux « de gauche » dont le but serait la satisfaction de revendications partielles et au maximum une sorte d'association capital-travail sous le nom plus socialisant de « co-gestion ».

L'appel aux stalinien est indirect : Guy Mollet les accuse de faire le jeu de la droite par leur tactique actuelle et refuse un Front unique vague, propice aux manœuvres stalinien et dont les chefs socialistes feraient les frais, mais on accepte un Front avec des garanties et on laisse entendre (voir l'article de Jean Rous, dans Franc-Tireur du 19-20 septembre) que rien ne devrait empêcher les stalinien de voter, comme les S.F.I.O., pour un gouvernement Mendès-France qui traiterait avec la paix en Indochine, l'apaisement en Afrique du Nord, et un certain équilibre

économique. Jusqu'ici le P.C.F. n'a montré que mépris pour les tentatives socialistes, mais un semi-neutralisme à la Mendès-France et les desseins du Kremlin pourraient modifier du jour au lendemain la tactique stalinienne comme elle fut modifiée brusquement en 1935 par le passage de la propagande pour le Front Unique à la base (au détriment des chefs S.F.I.O.), à l'acceptation du Front Populaire. Alors se dresserait la perspective d'un sauvetage provisoire du régime, juste le temps de calmer, puis de décourager la classe ouvrière avant un retour à la réaction, vers la guerre. Un renouvellement donc des illusions et trahisons de 1936-1939.

L'intérêt du Congrès Radical d'Aix-les-Bains, pour le discours de Mendès-France, l'embarras des Martinaud-Déplat et Edgar Faure sont des indices : la Franc-Maçonnerie qui a mis tous ses espoirs dans le « frère » Mendès-France, son meilleur instrument politique, le Parti Radical et certains milieux du Patronat qui subventionnent ce dernier depuis l'abandon de la carte R.P.F., sont inquiets devant ce qu'ils peuvent apercevoir de la marche actuelle vers un régime autoritaire fascisant. Incapables de sauver le parlementarisme qui s'effrite chaque jour davantage, ils refusent de disparaître de la scène de l'histoire et cherchent tous les moyens susceptibles d'écartier le spectre de la dictature qui, s'étant appuyée sur eux, les liquiderait ensuite au profit du capitalisme dirigé. Tout les porte donc à tenter de faire revivre l'immense duperie de 1936-1939 et en cela ils se retrouvent tout près des socialistes effrayés à la fois des perspectives de pouvoir dictatorial qui les liquiderait et de la Révolution sociale qui les effacerait.

Mais l'histoire ne se renouvelle jamais purement et simplement et à signifié leur congé irrévocable à ces survivants : la crise aiguë du régime ne laisse plus de place pour les demi-mesures et les réformes. Inévitablement, le choix est posé : ou la seule survie provisoire du capitalisme par la dictature, ou la Révolution.

Nos stratèges francs-maçons, radicaux et socialistes oublient que la classe ouvrière vient de faire de

nouvelles expériences et marche vers une conscience accrue de la Révolution nécessaire. Ils oublient aussi que le maître américain ne s'embarrasse pas de subtilité, que sa confiance et son choix brutal se sont portés sur la droite qu'elle soutient en Allemagne et en Italie et sur la dictature de type militaire qu'elle soutient en Espagne et dans les Etats d'Amérique centrale et du Sud, où le capitalisme yankee est resté le maître. Pour les plus routés des dirigeants socialistes, ceux qui ne croient pas au Front Démocratique et Social, il ne peut s'agir au plus que de redorer le blason de leur parti à des fins strictement électorales. Eux aussi se trompent : quoi qu'ils fassent, la S.F.I.O. n'est plus que le parti des débris et des débris de parti.

Même un ralliement des stalinien ne permettrait qu'un inter-règne bien court d'une politique centrée avant le retour inexorable à la réaction déclarée. Mendès-France ne pourrait d'ailleurs que camoufler sous des phrases progressistes une politique aussi rétrograde que celle de Pinay ou de Laniel. Et la classe ouvrière, cette fois, ne marcherait pas.

Franc-Tireur osait écrire que le Front Démocratique et Social était « l'expression du mouvement populaire né des grèves d'août ». La vérité, c'est qu'en dehors des colonnes de Franc-Tireur et des Congrès dont les travailleurs se soucient fort peu, le pays ignore et veut ignorer ce succédané du Front Populaire. L'expression du mouvement populaire né des grèves d'août, c'est la volonté de combattre, de reprendre la lutte, de s'unir sans et contre les dirigeants des partis et des syndicats, d'arracher les revendications par l'action directe, par la grève générale.

Quand nous écrivions il y a quelques mois que la réaction et la dictature ne passeraient pas sans que la classe ouvrière se réveille, et violemment, nous faisons sourire les pessimistes et les vaincus d'avance. Pourtant, l'explosion des grèves d'août a confirmé nos analyses et, cette fois, c'est résolument vers la Révolution sociale que les travailleurs de l'avant-garde tournent les yeux et rassemblent leurs énergies.

FLANDRE.

Laniel chez le patron

LORS que l'U.R.S.S. modifie actuellement sa tactique impérialiste interne, par le limogement, l'écartement, des organes d'Etat, de la fraction attachée à la politique de l'industrie lourde — et pour donner un nouvel essor à l'agriculture, tant en Russie que dans les pays satellites — les U.S.A. poursuivent également le même en place de leur système impérialiste.

Eisenhower convoque le larchin Laniel. Pourquoi ?

Pour accorder le prêt des 385 millions de dollars, permettant ainsi la poursuite de la guerre d'Indochine, sous la condition expresse d'obtenir de sérieuses garanties de la classe bourgeoise dirigeante de France, incarnée en Laniel. Ces raisons sont multiples :

— Répugnance des « businessmen », à la suite du magnifique mouvement de grève d'août, qu'il ne pouvait manquer d'affaiblir le capitalisme occidental, en mettant en danger l'existence du régime bourgeois. La réunion du Parlement n'apportera aucune solution valable aux problèmes ouvriers, un retour à un état révolutionnaire pouvant se produire d'ici les mois prochains.

— Mécontentement suscité par la déposition du sultan du Maroc, qui risque de provoquer des remous dangereux dans les pays de la Ligue Arabe et de produire un virus « anti-impérialiste occidental » particulièrement violent (terrorisme généralisé en A. F. N. Politique de provocation chez Neguib. L'Iran susceptible de tomber sous la dépendance du parti Toudch, favorable à la Russie). D'où l'échec du système occidental.

— Toute erreur des républicains U.S. serait exploitée à fond par les démocrates (Truman-Stevenson), qui ne perdent point de vue les élections municipales de 1954 et la lutte présidentielle pour 1956.

Que va exiger le Gouvernement U.S. ?

— Reconnaissance de la C.E.D., c'est-à-dire du plein réarmement allemand. La position Adenauer s'est renforcée, grâce à son « succès » électoral, et l'Amérique imposera la résurrection du militarisme allemand, en faisant Adenauer champion de l'unité européenne. La bourgeoisie française a déjà,

en fait, accepté le réarmement allemand, malgré les « pleurnicheries » du Congrès radical, en la personne même du Herriot qui, tout en estimant favorablement les possibilités d'une « entente entre la Communauté européenne de défense et la Russie », et de tenter une Conférence à quatre (Eisenhower-Michel).

(Suite page 2, col. 1.)

Assurons tous ensemble la parution hebdomadaire de notre journal

LE LIBERTAIRE devrait reprendre, après ce numéro, sa parution régulière chaque semaine. Nous pourrions évidemment prendre le risque de cette repartition hebdomadaire, mais nous nous refusons à cette aventure si nous ne sommes pas assurés de l'effort maximum de chacun pour faire face à l'énorme dépense du redémarrage, dépense qui ne pourrait être recouverte qu'après de longues semaines, par la rentrée des ventes.

Aussi, camarades, nous vous faisons un appel urgent, nous vous demandons encore une fois un effort maximum.

Nous comprenons tous la nécessité, dans cette période d'agitation sociale, dans cette période qui annonce une grande levée révolutionnaire, de diffuser chaque semaine notre LIBERTAIRE, d'assurer par lui notre présence constante parmi les travailleurs.

Si notre LIBERTAIRE n'était pas assuré de sa parution, c'est notre organisation qui ne serait plus assurée de voir s'étendre son influence, c'est nos militants qui se verraient retirer l'outil indispensable à leur propagande.

CAMARADES, VOTRE JOURNAL DOIT VIVRE, il doit reprendre à la date prévue sa parution régulière. Envoyez d'urgence votre souscription au C.C.P., René Lustré, 8032-34, 145, quai de Valmy, Paris-10^e.

L'ASSASSINAT DE HÉDI CHAKER

La décapitation du Néo-Destour poursuivie dans le meurtre par le Gouvernement français

HÉDI CHAKER est mort assassiné. Il était président de la Fédération néo-destourienne de la région de Sfax, membre du Comité directeur du parti où il occupait les fonctions de trésorier général. Après la destitution du ministre Chenik, il avait été emprisonné à Labarba, puis à Ramada et au fort de Djerba. Depuis quatre mois, il était en résidence surveillée à Nabeul.

Le crime est encore une fois signé et ses assassins, pas plus que ceux de Ferhat Hached, ne seront inquiétés. L'assassinat qui vient d'être perpétré est une raison d'Etat. Protégés par la toute puissance des colons français et à la solde du gouvernement français qui les arme, les tueurs de la « Main rouge » agissent impunément et, comme preuve, ne dit-on pas aujourd'hui que la mitrailleuse, arme du crime, est la même qui abatit Ferhat Hached.

L'assassinat de Hédi Chaker, tout comme celui de Ferhat Hached, a été prémédité. Les complicités sont flagrantes. Nous affirmons que les tueurs n'agissent pas fortuitement. Le déroulement du crime est préparé à l'avance. Nous n'oublions pas les circonstances du meurtre de Ferhat Hached. Voici, selon « Le Monde », celles de Hédi Chaker :

Vers 2 heures du matin, M. Hédi Chaker, en résidence surveillée à Nabeul, aurait, selon les renseignements officiels, téléphoné au poste de police pour demander du secours : des inconnus tentaient en effet de défoncer la porte de la maison qu'il habitait.

A leur arrivée on ne précise pas le temps écoulé entre le coup de téléphone et la venue sur les lieux — les policiers trouveront vide la maison, dont la porte d'entrée avait été mise en pièces par l'explosion d'un engin. Les enquêteurs apprennent également que réveillés par la déflagration, les voisins avaient vu des individus pousser de force dans une automobile une personne qui se débattait, puis le véhicule démarra à toute vitesse.

Aux premières heures de la journée de dimanche, le cadavre de M. Hédi

Chaker était découvert criblé de balles de mitrailleuse à hauteur de l'oued Saïd, sur la route de Nabeul à Gromballa.

Nous avons relevé particulièrement dans la relation de ces faits le non-empressement de la police, fait signalé aussi par ledit journal.

Est-il besoin d'aller chercher plus loin les complicités ? Nullement. Elles se trouvent au sein même des autorités françaises et des forces répressives qui agissent sur le sol tunisien.

Le zèle de la police française en Tunisie contre les auteurs d'attentats envers des personnalités coloniales, qu'elle découvre assez facilement, ne se montrera pas aussi efficace contre

les tueurs de Ferhat Hached ou de Hédi Chaker. Et pour cause.

Nous serions amenés à penser que, pour entretenir un climat spécial en Tunisie afin de justifier la présence française de forces coercitives et répressives, la police arme le bras de tous les assassins. L'histoire ne se renouvelerait pas, elle continuerait seulement. L'assassinat de princes, de rois, de personnalités marquées ou « dérangantes » n'a-t-il pas été l'œuvre de l'Etat, qu'il soit royal ou républicain. L'assassin moral de Jaurès n'avait-il pas son nom Poincaré ? aidé par toute la clique royaliste.

René GERARD.
(Suite page 2, col. 5.)

En Allemagne, malgré les tractations d'Adenauer et d'Ollenhauer, valets de la bourgeoisie internationale, la réponse des travailleurs confirme le mot d'ordre du prolétariat international :

HALTE AU FASCISME !

APRES les élections allemandes du 6 septembre, toute la presse a, bon gré ou mal gré, suivant le cas, reconnu une victoire d'Adenauer et de sa politique de communauté de défense européenne. Victoire parlementaire de la démocratie chrétienne, peut-être, mais il faut être aveuglé par les conceptions bourgeoises ou staliniennes de la démocratie parlementaire pour ne pas voir plus loin.

Quel était en Allemagne le parti qui représentait le mieux la gauche, c'est-à-dire, dans l'esprit de la grande masse des ouvriers, le parti à l'avant-garde du mouvement social ? C'était, sans contestation possible, la social-démocratie.

Or, comment se présentait la social-démocratie à ces élections ? Avec le but évident de recueillir le moins de

voix possible, ceci dans le but de servir la politique pro-américaine d'Adenauer, de donner la victoire à Adenauer. Voyons plutôt les faits : « Alors que le parti du chancelier pratiquait une propagande électorale extrêmement active, la social-démocratie ne menait qu'une action incohérente, sans prise de position précise, sans mots d'ordre clairement définis. Bien plus, phénomène beaucoup plus grave, reconnu par la presse socialiste elle-même, la direction socialiste n'a pas orienté sa campagne sur des thèmes authentiquement socialistes (11) ».

Mais, malgré ceci, malgré le prestige certain d'Adenauer qui apparaît comme le régénérateur de l'économie P. PHILIPPE.
(Suite page 2, col. 2.)

Après le coup de force de la France déposant le Sultan Sidi Mohamed V

LES MAROCAINS GAGNERONT LE COMBAT de la Révolution Sociale

Après la déposition du Sultan Mohamed V par le gouvernement français opérée avec un cynisme et une abjection qui n'appartiennent qu'aux pirates politiques qui animent la IVe République, certaines gens se demandent ce qu'il adviendra au Maroc après ce coup de force qui a été une campagne de mensonges, sans précédent, n'a même pas réussi à masquer.

Seuls les nigauds et les crétins, dépourvus du moindre sens de discernement croient que désormais tout est rentré dans l'ordre, l'ordre colonialiste comme il se doit. Celui qui non seulement embroche à la baïonnette les nourrissons tunisiens du Cap Bon, on précipite du haut des avions à cocardes tricolores les Malgaches du M.D.R.M. à titre de bombes démonstratives sur les contrées rebelles, celui au nom duquel, en 1945, le sous-préfet de Guélima Achary arrosait d'essence les jeunes scouts algériens pour les faire flamber comme torches devant les colons miliciens que le spectacle de cette rôtisserie humaine régalait.

Dans les conditions particulièrement mauvaises que nous avons décrites plus haut, ce fait acquiert une signification d'une énorme importance. Il démontre que le prolétariat allemand a recueilli un million de voix supplémentaires!

Il est bien entendu que nous rejetons les idéologies et les tactiques stalinienne et social-démocrate. Nous ne pensons pas qu'il soit nécessaire de faire ici le procès de ces deux courants politiques: notre idéologie, notre programme, notre action suffisent amplement.

Puisque nous considérons que ces partis sont, par essence, contre-révolutionnaires, c'est-à-dire contre l'action émancipatrice des ouvriers et par conséquent nécessairement opposés au progrès général de l'humanité, pourquoi disons-nous donc que leurs gains de voix aux élections sont une victoire de la classe ouvrière?

Cherchons la signification profonde de ces votes. Pourquoi les ouvriers votent-ils plus nombreux stalinien ou social-démocrate? VOTANT stalinien ou social-démocrate, est-ce que les travailleurs ont voté pour la dictature stalinienne ou pour l'opportuniste petit bourgeois? Bien sûr que non!

Les travailleurs ont voté pour le parti qu'ils croient à la tête de la lutte révolutionnaire, à la tête du mouvement d'émancipation. Le fait d'un vote important de la classe ouvrière en faveur d'une telle croyance, démontre donc seulement la cohérence de l'ensemble des travailleurs dans leur volonté d'aller de l'avant. Dans ce sens réside déjà la victoire ouvrière.

Mais cette victoire revêt aussi un autre aspect. Pourquoi les ouvriers croient-ils que le parti communiste ou le parti social-démocrate sont des partis révolutionnaires? Parce que, dans l'immédiat, ils peuvent encore paraître comme tels pour l'ensemble de la masse, pour la raison qu'ils sont les seuls dans leurs pays effectifs à être suffisamment connus et qu'ils ont profité de circonstances spéciales (la résistance en France et en Italie par exemple, l'occupation russe en Allemagne par le S.P.O. pour étendre leur influence. Les ouvriers ont donc voté pour le parti communiste en France et en Italie et la social-démocratie en Allemagne, parce qu'ils correspondent à certains de leurs intérêts psychologiques immédiats. Mais les intérêts immédiats de la classe ouvrière deviennent, par l'évolution même des conditions de leur exploitation, chaque jour des intérêts plus révolutionnaires. Et, chaque jour, par le processus inverse, les partis contre-révolutionnaires se séparent un peu plus des intérêts ouvriers, donc se coupent nécessairement de la classe ouvrière. En France, la S.F.I.O. nous a déjà donné ce spectacle, et le P.C.-C.G.T. La est la deuxième vic-

seule fois, en attendant d'être le plus fort sur le terrain choisi par les colons, celui de l'épreuve de force finale qui ne peut se solder que par la liquidation du colonialisme français, de ses transfuges et valets indigènes. Il est impensable que l'Afrique du Nord puisse vivre longtemps encore à l'heure de Juin et de la France officielle, la discussion est close irrémédiablement.

La répression féroce qui s'abat sur le peuple marocain n'épargne aucun élément: citadins, ruraux, ouvriers, paysans, artisans, intellectuels, sont drainés par milliers dans les camps où les assassins du général Guillaume voudraient les faire mourir lentement. Les caïds et les pachas qui ont combattu le complot de la déposition ou qui ont simplement refusé de s'y joindre sont particulièrement visés. Sur 20 pachas qu'il y a au Maroc, 10 avaient déclaré leur loyalisme envers le sultan déposé. Ce sont

les pachas de Fez, Sefrou, Meknès, Salé, Rabat, Casablanca, Sétat, Taroudant Saï, Azemour, auxquels s'est joint le plus puissant des caïds marocains, chef de la tribu des Rehams (300.000 h.), El-Ayadi, qui a rang de pacha. Sept autres pachas sont demeurés neutres et avaient avisé le sultan Sidi Mohamed Ben Youssef, le sultan déposé, qu'ils ne feraient rien contre lui que contraints et forcés. Seuls les pachas d'Agadir et de Mogador se sont joints au pacha de Marrakech El Glaoui pour exécuter le complot ourdi par les dignitaires de la colonisation marocaine, avec l'appui sans réserve de Juin et l'accord du gouvernement de Paris.

La répression a liquidé déjà le pacha de Fez, Si El Hadj Fatmi Ben Slimane. Les jeunes Marocains qui ont été traduits par la police française par milliers devant le tribunal du pacha de Fez ont toujours bénéficié après de cette instance d'une certaine démission qui n'était pas du goût des autorités françaises du Maroc comme on le devine. Pour ces dernières, chaque prévenu doit être un condamné. C'est en Arabie Saoudite, où il était en mission religieuse, désigné par le sultan Sidi Mohamed Ben Youssef à la tête des Marocains effectuant le pèlerinage à la Mecque, et pour offrir en son nom et au nom des 9 millions de Musulmans marocains le traditionnel sacrifice du bœuf à l'occasion de l'Aïd-Kébir, que le pacha de Fez a appris sa révocation. Son successeur, un certain Mohammed Tazi, a été nommé à sa place et son nom a été placé en résidence surveillée à Casablanca depuis plusieurs semaines avant la déposition. Ce bilan n'est que provisoire, à coup sûr il s'allongera. Même à ce prix et avec un déploiement de force armée sans précédent, l'ordre ne règne pas au Maroc. Il ne peut y régner sous la colonisation, fut-elle affublée d'une phrasologie hypocrite sur les « réformes » et « libertés » franco-marocaines.

Sidi Mohamed Ben Moulay Arafa, le nouveau sultan de pacotille, vieillard débile, ignare, opiomane notoire, risque fort de ne pas mourir dans son lit si l'on considère qu'en juste prix de sa démission il a déjà essayé une tentative d'assassinat après trois semaines de règne.

A travers ses révoltes et dans sa lutte définitive contre le colonialisme, le peuple marocain prend conscience des nécessités d'une transformation sociale profonde, faisant table rase de tous les privilèges de toutes les exploitations. Une avant-garde révolutionnaire se forme. Le Maroc prendra sa place dans la tourmente mondiale qui s'annonce vers la révolution sociale.

Chacun doit tirer de cet exemple de nouvelles forces et un courage nouveau pour donner enfin aux communistes libéraux, aux véritables révolutionnaires, la cohésion, la force et l'influence nécessaires pour examiner pleinement et d'une manière correcte la charge de la révolution et la mener à bonne fin.

Alors que le fascisme, la barbarie, le totalitarisme, l'étatisme poussés à leur degré suprême essaient chaque jour, avec une violence accrue, de briser l'élan révolutionnaire des masses, la splendide réaction du prolétariat international apparaît comme la meilleure confirmation de notre idéal, de lutte révolutionnaire, nous montre l'issue prochaine de la lutte contre le capitalisme.

Alors que le fascisme, la barbarie, le totalitarisme, l'étatisme poussés à leur degré suprême essaient chaque jour, avec une violence accrue, de briser l'élan révolutionnaire des masses, la splendide réaction du prolétariat international apparaît comme la meilleure confirmation de notre idéal, de lutte révolutionnaire, nous montre l'issue prochaine de la lutte contre le capitalisme.

Alors que le fascisme, la barbarie, le totalitarisme, l'étatisme poussés à leur degré suprême essaient chaque jour, avec une violence accrue, de briser l'élan révolutionnaire des masses, la splendide réaction du prolétariat international apparaît comme la meilleure confirmation de notre idéal, de lutte révolutionnaire, nous montre l'issue prochaine de la lutte contre le capitalisme.

Alors que le fascisme, la barbarie, le totalitarisme, l'étatisme poussés à leur degré suprême essaient chaque jour, avec une violence accrue, de briser l'élan révolutionnaire des masses, la splendide réaction du prolétariat international apparaît comme la meilleure confirmation de notre idéal, de lutte révolutionnaire, nous montre l'issue prochaine de la lutte contre le capitalisme.

Alors que le fascisme, la barbarie, le totalitarisme, l'étatisme poussés à leur degré suprême essaient chaque jour, avec une violence accrue, de briser l'élan révolutionnaire des masses, la splendide réaction du prolétariat international apparaît comme la meilleure confirmation de notre idéal, de lutte révolutionnaire, nous montre l'issue prochaine de la lutte contre le capitalisme.

Alors que le fascisme, la barbarie, le totalitarisme, l'étatisme poussés à leur degré suprême essaient chaque jour, avec une violence accrue, de briser l'élan révolutionnaire des masses, la splendide réaction du prolétariat international apparaît comme la meilleure confirmation de notre idéal, de lutte révolutionnaire, nous montre l'issue prochaine de la lutte contre le capitalisme.

Alors que le fascisme, la barbarie, le totalitarisme, l'étatisme poussés à leur degré suprême essaient chaque jour, avec une violence accrue, de briser l'élan révolutionnaire des masses, la splendide réaction du prolétariat international apparaît comme la meilleure confirmation de notre idéal, de lutte révolutionnaire, nous montre l'issue prochaine de la lutte contre le capitalisme.

Alors que le fascisme, la barbarie, le totalitarisme, l'étatisme poussés à leur degré suprême essaient chaque jour, avec une violence accrue, de briser l'élan révolutionnaire des masses, la splendide réaction du prolétariat international apparaît comme la meilleure confirmation de notre idéal, de lutte révolutionnaire, nous montre l'issue prochaine de la lutte contre le capitalisme.

Bataille de l'Enseignement

Après le Congrès du S.N.I.

Nous avons reçu d'un camarade instituteur, animateur de la tendance « Ecole Emancipée » la motion « INSTITUTEURS ET LUTTES SOCIALES » qui fut présentée au dernier Congrès du S.N.I. par la Section du Rhône. Nous croyons devoir la publier intégralement afin de renseigner utilement tous nos lecteurs sur la position exacte des instituteurs de cette section qui s'associent entièrement à la lutte des ouvriers. Il nous appartient aussi de souligner les nombreux gestes de solidarité morale et matérielle de cette section. Lors des dernières grèves, la section du Rhône du S.N.I. a fait parvenir à CHACUN des comités de grève, la somme de 20.000 fr. comme secours de première urgence, dont les noms suivent: P.T.T., Cheminots, Gaz et Electricité, Tramways, Employés grands magasins, Métalliers, Bâtiment.

Dès la rentrée la Section du Rhône du S.N.I. s'engageait à organiser une solidarité plus totale avec les grévistes d'août. Remercions cette section du S.N.I. de prouver sa complète solidarité avec tous les travailleurs et d'apposer son refus total de se séparer en quoi que ce soit de toute action ouvrière.

LA REDACTION DU « LIB »

Instituteurs et luttes sociales

Motion présentée au Congrès par la Section du Rhône du S.N.I.

La Section du Rhône du Syndicat National des Instituteurs constate: 1° Que les politiques successives dites de « baisses des prix » se sont toujours révélées pratiquement inefficaces et qu'une véritable échelle mobile ayant toujours été refusée, elles ont abouti, en fait, au blocage des salaires et à une diminution du pouvoir d'achat des salariés, avec, comme conséquence, une sous-consommation dont la classe paysanne est aussi la victime;

2° Que si les progrès de la science ont effectivement prolongé la longévité moyenne de la vie humaine (dans laquelle intervient d'ailleurs la diminution importante de la mortalité infantile), ils ont aussi augmenté — et dans des proportions bien plus considérables — les moyens de production et l'accumulation des biens de consommation; en conséquence logique, ces progrès devraient se traduire par un mieux-être général: meilleurs salaires, retraites décentes, diminution de l'humain du travail que chaque être humain doit fournir à la société. En particulier, plutôt que de prétendre aligner la retraite des fonctionnaires et agents des services publics ou concéder sur celle de la Sécurité sociale, il conviendrait de pratiquer le contraire;

3° Que la charge écrasante de dépenses militaires considérables et improductives, à laquelle s'ajoutent des pratiques scandaleuses telles que l'amnistie fiscale ou le trafic des piastres, constitue la cause profonde et réelle du déficit permanent du trésor public. Le S.N.I. estime donc que les sacrifices sans cesse renouvelés, et imposés toujours aux masses travailleuses, que la misère profonde de très nombreux salariés, que l'abdication antidémocratique du législatif abandon-

nant ses pouvoirs à l'exécutif (après s'être octroyé une augmentation mensuelle de 25.000 fr.), que la carence morale d'un Etat ne craignant pas de rompre unilatéralement les contrats qui le lient à ses employés, sont autant de causes dont l'aboutissement normal se devait d'être, à plus ou moins brève échéance, ce que certains désignent par « agitation » sociale. Car, tant va la cruche à l'eau...

Le Syndicat Autonome des Instituteurs du Rhône, qui groupe la presque totalité des enseignants primaires de ce département, salue fraternellement les travailleurs engagés dans une lutte qui est celle de toute la classe ouvrière. Il tient à exprimer la joie profonde qu'il éprouve à constater l'union qui préside à cette action revendicative et qui l'impulse si puissamment. Il affirme sa solidarité totale avec l'ensemble des camarades grévistes des diverses corporations qui se dressent contre l'emprise intolérable des oligarchies économiques et financières, et il exige avec eux une véritable politique de progrès social.

(12 août 1953.)

LES GANGSTERS de la piastre

(Suite de la première page)

d'élément de la présence française en Indochine. Sous le gouvernement de l'indépendant Pinay, M. Despeuch, accusateur, s'entendait dire: « Ne dites rien, votre sécurité est à ce prix ». Reçu ensuite par M. Partrat, directeur du Cabinet Pinay, ce dernier se désintéressait de l'affaire. Quant au parti radical, n'en parlons pas, il ne sait comment se dépêtrer. Quant aux dirigeants du parti communiste qui dénoncent aujourd'hui si haut ce scandale, ils ne soufflaient mot en 1946 (alors qu'ils plaçaient au gouvernement) de la guerre qui commençait déjà pour défendre les intérêts des Michelin et autres trusts.

Mais déjà toutes les dispositions sont prises pour étouffer l'histoire, on parle à la Commission d'Enquête, de temps nécessaire pour examiner tous les dossiers. Le ministre Jacques parle de secret d'Etat. Le gouvernement fait état de nombreux dossiers couverts par la prescription. Soyons certains que les firmes industrielles ne seront pas inquiétées, de la banque ou de la politique. A la rigueur, on arrêtera pour la forme quelques trafiquants de bas étage.

Mais la bourgeoisie française pense au préjudice moral que lui cause la publicité de tous les dessous de ce scandale. Comment, avec une telle boue, rendre populaire la guerre d'Indochine, comment justifier les milliards dépensés là-bas pour une cause pareille, pendant que des milliers de familles sont sans logis et que l'on ne peut trouver quelques milliards pour les écoles et les hôpitaux. Non, aucun travailleur en France ne peut plus désormais trouver de justification à cette guerre d'Indochine, si loin qu'elle soit.

Le trafic des piastres est plein du sang du peuple indochinois. La guerre d'Indochine, c'est le manque d'hôpitaux, d'écoles, de logements pour le peuple français.

Il faudra bien un jour que, groupés autour des minorités révolutionnaires, ces deux peuples balaient toute cette pourriture. C'est ce que ne cesse de proclamer la Fédération anarchiste depuis le début de la guerre d'Indochine.

A. CHANCELLE.

L'assassinat de Hédi Chaker

(Suite de la première page)

Le meurtre ne paie pas et les crimes exécutés par ordre des autorités françaises ne seront pas oubliés. Après le meurtre de Hédi Chaker, le Néo-Destour lança la proclamation qui suit:

Conscient de ses responsabilités, notre parti fait appel à tous les Tunisiens d'observer une attitude digne pour ne pas faciliter les entreprises criminelles de ses adversaires.

C'est le moment où jamais, alors que les colonialistes de combat cherchent l'occasion de réduire au silence le peuple tunisien, de garder notre sang-froid et de ne pas nous départir de notre vigilance. Nous devons demeurer maîtres de nous-mêmes afin de déjouer les plans des provocateurs.

Résignés, les poings serrés, prêts

LA RADIO La R.D.F. descend dans la rue... pour entendre quelques vérités

Il suffit que le micro soit transporté en pleine rue pour que la radio laisse loin derrière elle le « réalisme » cinématographique, lequel n'a pas franchi les limites sûres de la prudence, malgré le nouveau style vériste, exception faite de quelques bouts de pellicule italienne.

Ce bain de vie réelle dont nous n'avons pas l'habitude s'inscrit dans un ensemble de tactique gouvernementale. Mais la R.D.F. aura permis à une femme seule de crier au vol pour son pauvre bifteak de 90 grammes. Oh ! certes, cela n'a pas arrangé son misérable crépuscule, mais cela l'a soulagée de crier. Et elle paraît drôlement bien grand-mère :

« Non, ça n'a pas diminué, le bifteak de 90 grammes reconstitué vaut le même prix qu'il y a 10 jours. »

Avez-vous écouté cette phrase précise comme un rouage d'horlogerie. MM. les Economistes distingués et vos sous-produits de statisticiens, de diététiciens, d'historiens même, et vous, les baveux de la Tribune de Paris, vous pouvez aller vous réhabiliter chez Plumeau.

Mais pensez-la donc cette phrase de grand-mère, vous n'avez jamais rien exprimé d'aussi profond.

Pensez à ces petites vieilles, si frêles que leur cabas vide ou à peu près ferait s'envoler bien sûr si le vent avait soudain la fantaisie de s'y engouffrer. En songeant à elles et citant d'autres, qui n'a jamais eu mauvaise conscience en mangeant à sa faim ?

Georges de Caunes semble fatigué d'être de corvée dans cette comédie. Car il y a comédie dans l'affaire. Les louchébèmes, c'est les rois du mastic. Leur profession-scène c'est le labyrinthe de la combine. En ce qui concerne les prix de détail, Louchébème est viande chez soi. Non, mais, franchement, combien d'acheteurs savent au juste ce que signifient le gîte à la noix, la bavette, le quasi, le trumeau l'aloyau, la sur-longue, etc. Qu'est-ce qu'elle doit se marrer la louchébèmerie quand elle discute le truc entre affranchis.

L'autre jour, revenant de l'atelier, je

trouve sur la table une cocotte remplie de ragout jusqu'à moitié. — Regarde, dit ma femme, la viande a drôlement baissé. Je l'ai eue pour 232 fr. le kilo de sauté de veau à Mouffertard, ça faisait 238 fr. — C'est, dit elle, ça faisait pas m'attendre pour déjeuner. — Mais nous avons déjeuné, c'est ta part. Je ne comprenais pas. Là, alors, la baisse, c'était pas du chiqué. Mais mangé, c'était fini. Laniel y allait trop fort, les gens ne vont tout de même pas mourir d'indigestion pour le relèvement de l'économie. Faut ce qu'il faut, mais pas d'exagération quand même. Je prends prudemment un morceau puis un autre et toute la « viande » y passe. Ensuite, je remets les os dans la cocotte qui fut aussi pleine qu'aujourd'hui. Mais chapeau pour le louchébème. Au début on ne voyait aucun os. Serge, le sympathique chroniqueur du cirque lui-même, n'a peut-être jamais vu un numéro pareil.

Sur l'état du Prévôt, languissait la tête de veau. La langue mordue. Les bajoues dodues. Le client rêveur. Crut voir le vendeur. Ciel, dit le logueur, Un bienfait n'est jamais perdu.

L'instruction

La France, avant Jules Ferry, comptait 60 % d'illettrés. L'acte nous dit-on dans une émission de la Libre Pensée, il ne faut quand même pas exagérer les bienfaits de l'instruction. Ma grand-mère ne savait pas lire. Elle ne s'en portait pas plus mal pour cela et mourut octogénaire quarante ans après une condamnation à mort par la Faculté à qui elle n'avait pourtant pas souvent cherché d'historiens. Illettrée, elle a vécu dans un logement. Et puis, ne sachant pas lire, elle n'a pu apprendre qu'elle était une première bornée dans les livres du nationalisme ou du spiritualisme. Avec le cadeau de Jules Ferry, son petit-fils, de ce qui sa naissance, n'aura jamais su ce que signifie vivre dans un logement et l'arrière-petite-fille continue la nouvelle tradition. Ma grand-mère ne savait pas lire, en ce sens le destin l'aura parfois épargnée de l'imbecillité en lui évitant la lecture de Claude Farrère, par exemple. Ne sachant pas lire, la vie ne l'aura pas condamnée à la lecture à perpétuité d'innombrables conneries pour ne pas crever de faim.

A. CHANCELLE.

REDACTION-ADMINISTRATION LUSTRE René - 145, Quai de Valmy PARIS (10e) C.C.P. 8032-34

FRANCE-COLONIES 1 AN : 1.000 Fr. — 6 MOIS : 500 Fr. AUTRES PAYS 1 AN : 1.250 Fr. — 6 MOIS : 625 Fr.

Le Gérant : René LUSTRE IMPR. CENTRALE DU CROISSANT 10, rue du Croissant, Paris-2e P. RACHON, Imprimeur.

Problèmes essentiels

SECTARISME OU INTRANSIGEANCE REVOLUTIONNAIRE

LA Fédération Anarchiste, élaborant d'année en année, une conception d'ensemble idéologique, tactique, organisatrice, de plus en plus cohérente et ferme n'a pas manqué d'être parfois taxée de sectarisme. On opposait à ce prétendu sectarisme la « tolérance », l'esprit de libre polémique de « multiplicité créatrice », qui, paraît-il, font partie de l'arsenal anarchiste traditionnel.

Précisons d'abord que nulle part ailleurs que dans notre organisation ne se trouve une plus grande possibilité de discussion, de confrontation, un militant, fût-il seul de son avis, pouvant s'exprimer autant qu'il le désire dans les réunions et le bulletin intérieur de l'organisation, et son point de vue étant ainsi communiqué à tous. Ceci dans le cadre des bases idéologiques (déclaration de principes) et des règles administratives (statuts) de chacun acceptées entrant dans l'organisation.

Jamais peut-être avant que nous ayons défini une ligne claire, la liberté réelle de discussion et d'expression n'a été aussi grande dans la F.A. ; les partisans de la « multiplicité », de la « tolérance » ayant réservé la liberté d'expression aux uniques en leur genre, aux fantaisistes, mais ayant imposé des tabous : il n'y a guère, que dans la F.A. que l'on puisse librement parler des problèmes de l'Etat, examiner sans ceillères les données du matérialisme historique, sans être traité d'Etatiste ou de « marxiste ».

Par ailleurs, peut-être êtes-vous question d'ouvrir nos colonnes à tous ceux qui se recommanderaient de l'anarchisme, sans autre précision, afin de donner de l'importance à des conceptions personnelles généralement bizarres et sans rapport avec les nôtres ? Autant vaudrait inviter nos adversaires déclarés à exprimer leurs points de vue sous prétexte de permettre à nos lecteurs de se faire une opinion. Notre mouvement n'est ni une Académie, ni le Club du Faubourg. Pour travailler, pour avancer, il faut une base de travail, une idéologie claire, précise, révisable bien entendu, comme l'hypothèse de travail du chercheur, du savant. Ce qu'il faut faire, tout au contraire, ce que de favoriser la confusion, c'est de dénoncer lorsqu'il en est besoin, les fausses interprétations qui risquent de gagner du terrain. Certes, il est facile de réunir beaucoup de gens, de faire du nombre, artificiellement, en taisant les divergences fondamentales sous prétexte de tolérance, mais que restait-il de tout cela devant les faits, au moment de l'action ? Les désaccords se font alors criants, même si jusque-là on a cru avoir quelque base de

commun avec des gens qui prenaient notre étiquette, et faute d'avoir été vigilants, faute d'avoir paru « sectaires » les plus sérieux ont perdu les claires notions qui sont la boussole dans l'océan des faits. Les expériences du mouvement anarchiste ont montré dans le passé les dangers des concessions, des compromis, des infiltrations individualistes ou idéalistes bourgeois. Récemment encore, ne voyions-nous pas certains « anarchistes » manifester leur admiration pour le philosophe libéral italien Benedetto Croce, à l'occasion de sa mort ? Il avait suffi qu'un penseur de la bourgeoisie parle de « liberté » pour que, sans analyser plus à fond sa conception de la liberté, certains se soient sentis un parenté avec lui. Il nous a été donné souvent même de voir de soi-disant « anarchistes », se considérer plus près des « libéraux » que des travailleurs socialistes ou communistes. A ce compte, Edouard Herriot serait plus près de nous que Lénine. Nous ne sommes pas certains que ce choix n'ait jamais été fait. Nous avons vu trop souvent aussi même de bons camarades « s'emballer », s'enthousiasmer parce que dans tel journal bourgeois, ils avaient trouvé une critique sur un point donné semblable à la nôtre. Ils avaient manqué de cette vigilance, de cette intransigeance révolutionnaires qui doivent nous tenir en garde en permanence, nous faire trouver les mobiles réels de telle déclaration qui à première vue peut paraître voisine des nôtres. D'autres se sont parfois laissés aller au choix de la « liberté » occidentale ou de la « tolérance » — justement — des socialistes, sans voir la réalité profonde, sans comprendre l'orientation fatale du bloc occidental ou sans penser que la tolérance ne coûte pas cher aux chefs socialistes sûrs de leur situation dans la bureaucratie du parti et prêts à toutes les sales besognes que la bourgeoisie n'ose pas toujours accomplir elle-même. Jules Moch, aussi,

fusilleur d'ouvriers est partisan de la tolérance sans conséquence, comme l'est la Franc-Maçonnerie pilier de l'Etat bourgeois et des privilèges. A la tolérance hypocrite, nous opposons là encore l'intransigeance, la vigilance.

Mais par contre, à chaque fois que nous avons rencontré un camarade ou un groupe de camarades qui sincèrement cherchent une voie, qui s'approchent de nos conceptions, nous les avons accueillis et fraternellement la discussion, une discussion honnête et fructueuse s'est établie. C'est là la véritable tolérance qui n'a rien de commun avec la porte ouverte aux ambitieux ou aux génies de village méconnus qui d'emblée veulent voir leurs élucubrations ou leurs pauvretés mises sur le même pied que la pensée mûrement élaborée d'une organisation. C'est là la véritable tolérance qui interdit de rire d'un sympathisant maladroit qui parlera de l'Etat anarchiste », phrase taboue qui déclenche l'excommunication majeure des partisans (pour eux seuls) de la libre expression.

Seuls les imbéciles ou les naïfs, ou les dilettantes, peuvent prendre pour du « sectarisme » cette défense à tout prix des positions idéologiques qui représentent une expérience historique chèrement payée, positions qui permettent, dans des conditions favorables (si proches que les dilettantes ne le pensent), d'exprimer et clarifier les luttes des masses et d'ouvrir un chemin à la Révolution.

Quel militant révolutionnaire oserait prétendre qu'il préfère aux nécessités qu'implique cette défense, qu'il préfère à l'intransigeance et à la vigilance révolutionnaires les plaisirs de semi-intellectuel des clubs et des cénaclés ?

Georges FONTENIS.

DOCUMENTS Benedetto Croce

Philosophe de la liberté abstraite et défenseur des "nécessités historiques" de la réaction

Nous reproduisons ici quelques extraits de Croce, parus dans le journal de nos camarades italiens, l'Impulso. La reproduction de ces textes en France est un libéral bourgeois, certes, mais voisin de l'anarchisme par sa théorie de la liberté.

I. — Dans « Ministre avec Giolitti » (Nouvelles pages, vol. 1, Naples, Ricciardi 1949, page 56), Croce écrit, n'hésitant devant aucune invention :

« ... Il me raconta la visite du tsar Nicolas II à Rome et des grandes inquiétudes qu'il avait des anarchistes, lesquels, quelques années avant, avaient réussi par des menaces à l'empêcher de venir. éveillant ainsi des appréhensions parmi la police russe. Mais Giolitti, qui connaissait comment étaient et ce que disaient les anarchistes à Rome, envoya un ambassadeur aux anarchistes afin de leur demander s'ils acceptaient de se rendre pour 4 ou 5 jours en prison, avec une prime journalière de 20 (vingt) lire. Tous acceptèrent et le tsar n'eut pas d'ennuis. A la fin de son anecdote il commenta : « Ce sont de simples moyens... »

II. — Croce parle du mouvement populaire révolutionnaire russe du siècle dernier, en ces termes :

« Le principe de nier pour nier et de la révolution pour la révolution, et l'élan frénétique vers la destruction de toute la civilisation et de toute l'histoire, qui avaient déjà un apôtre dans la vieille génération, en un russe vivant hors de Russie : Bakounine... ne présentait à la Russie que le choix entre l'autocratie et l'anarchisme, ou plutôt, puisque l'anarchie n'est pas un choix, entre une forme ou une autre d'autocratie sociale. Diverses, politiquement identiques, et, certes, comme les observateurs politiques le disaient et comme les faits le démontraient, beaucoup de faibles y voyaient là l'espérance d'une révolution en un sens libéral. »

(Histoire d'Europe dans le 18^e siècle, (3^e édition, Bari, daterza 1932.)

III. — Croce définit la Commune de Paris comme suit :

« Convulsions de gens vaincus et

armés et non résignés, et dans lesquelles ressurgirent les absurdes idées fédéralistes et s'engageant vers une tendance de république sociale... »

(Ibid, page 266.)

IV. — Croce parlant des mouvements en Sicile et à Lunigiana en 1894 :

« ...Crispi arrêta un mouvement qui n'avait aucun germe vital et qui était sans avenir. Ce mouvement n'était pas, comme se plait à l'affirmer Crispi, qu'une simple révolte de gens de « mauvaise vie » (quoique ceux-ci s'y mêlèrent certainement) : mais où prirent une part directive des idéalistes et des hommes généreux. Quelques-uns de caractère ferme et de vie très honnête. Mais le tort de ces hommes,

de ces jeunes, était d'exciter et d'amener à eux des masses ignorantes et inconscientes... c'est-à-dire tenter, à de bonnes fins, soit, un imbroglio ne menant à rien, et qui tout au plus leur mensonge, mérite d'être détruit par la force. »

(Histoire de l'Italie de 1871 à 1925, 2^e édition, Bari, Laterza, 1918.)

V. — Croce parlant de l'attente Bresci :

« Un épilogue douloureux de cette lutte des réactionnaires et libéraux avec l'assassinat, qu'un anarchiste, venu d'Amérique, accomplit le 29 juillet à Monza contre le bon et chevaleresque roi Umberto, lequel avait toujours uni sa vie à celle de l'Italie... l'image même de la loyauté et de la gentillesse. L'Italie pleure du fond de son cœur ce prince, qui tomba victime de son devoir, qui est mort pour tous, comme un soldat à l'avant-garde de la défense commune. »



Le Capitalisme et l'Etat contre les Travailleurs

MICHEL BAKOUNINE

La loi d'airain du salariat

Extraits de la « Revolution Sociale et la Dictature militaire »

Quel est, dans un pays donné, le plus bas salaire possible ? C'est le prix de ce qui est considéré par les prolétaires de ce pays comme absolument nécessaire pour l'entretien d'un homme. Les économistes bourgeois de tous les pays sont d'accord sur ce point.

Turgot, celui qu'on est convenu d'appeler le vertueux ministre de Louis XVI et qui était réellement un homme de bien, dit :

« Le simple ouvrier qui n'a que ses bras, n'a rien qu'autant qu'il parvient à vendre à d'autres sa peine. Il la vend plus ou moins cher ; mais ce prix, plus ou moins

haut, ne dépend pas de lui seul : il dépend de l'accord qu'il fait avec celui qui paie son travail. Celui-ci le paie le moins cher qu'il peut, comme il a le choix entre un grand nombre d'ouvriers, il préfère celui qui travaille au meilleur marché. Les ouvriers sont donc forcés à baisser le prix à l'envi les uns des autres. En tout genre de travail, il doit arriver et il arrive que le salaire de l'ouvrier se borne à ce qui lui est nécessaire pour procurer son existence. » (Réflexions sur la formation et la distribution des richesses.)

J.-B. Say, le vrai père des économistes bourgeois en France, dit aussi :

« Les salaires sont d'autant plus élevés que le travail est plus demandé et moins offert, et ils se réduisent à mesure que le travail de l'ouvrier est plus offert et moins demandé. C'est le rapport de l'offre avec la demande qui règle le prix de cette marchandise appelée le travail de l'ouvrier, comme il règle le prix de tous les autres services publics. Quand les salaires vont un peu au delà du taux nécessaire pour que les familles des ouvriers puissent s'entretenir, les enfants se multiplient et une offre plus grande se proportionne bientôt à une demande plus étendue. Quand, au contraire, la demande de travailleurs reste en arrière de la quantité des gens qui s'offrent pour travailler, leurs gains déclinent au-dessous du taux nécessaire pour que la classe puisse se maintenir au même nombre. Les familles les plus accablées d'enfants disparaissent ; dès lors, l'offre du travail décline, et le travail étant moins offert, le prix remonte... De sorte qu'il est difficile que le prix du travail du simple manoeuvre s'éleve ou s'abaisse au-dessous du taux nécessaire pour maintenir la classe (des ouvriers, le prolétariat) comme Turgot et Say en conviennent, à pour effet nécessaire de ne donner en salaires à l'ouvrier que ce qui l'empêche tout juste de mourir de faim, et maintient la classe au nombre dont on a besoin. » (1)

(1) N'ayant pas les ouvrages ci-dessus nommés sous la main, j'emprunte toutes ces citations à l'« Histoire de la Révolution de 1848 », par Louis Blanc. M. Louis Blanc les fait suivre par les paroles suivantes : « Ainsi nous voilà bien avertis. Nous savons maintenant, à n'en pouvoir douter, que, suivant tous les docteurs de la vieille économie politique, le salaire ne saurait avoir d'autre base que le rapport de l'offre et de la demande, quoiqu'il résulte de là que la rémunération du travail se borne à ce qui est strictement nécessaire au travailleur « pour qu'il ne s'éteigne pas d'inanité ». A la bonne heure, et il ne reste plus qu'à répéter le mot échappé à la simplicité de Smith, le chef de cette école : « C'est peu consolant « pour les individus qui n'ont d'autre « moyen d'existence que le travail ! » (B.)

ITALIE Le cas de BRUNO TEALDO

Plusieurs responsables du Parti Communiste Italien ont, ces derniers temps, quitté ce parti pour venir renforcer les rangs de nos camarades des Groupes Anarchistes d'Action Proletarienne (G.A.A.P.). Nous publions ici la lettre de l'un d'entre eux, parue dans l'Impulso du 15 août 1953 :

VICENZA.

- Au Secrétariat de la Fédération P.C.I.
- Au Comité Fédéral du P.C.I.
- Au Comité Exécutif de la section « Argiuna ».

APRES avoir longuement réfléchi, j'ai pris la décision de donner ma démission au Parti Communiste Italien.

Les motifs qui m'ont poussé à cela sont d'ordre politique : d'autres motifs seraient inadmissibles et ne pourraient justifier l'abandon du Parti, surtout en ce moment où le devoir est d'intensifier la lutte, et non pas crier victoire par suite des résultats obtenus le 7 juin.

Mon adhésion au Parti Communiste Italien date du lendemain de la guerre, après la Libération, et depuis j'ai donné au Parti toute mon activité, premièrement comme secrétaire de cellule, puis comme secrétaire de section, membre du Comité Fédéral et de la Commission organisationnelle. Tous les camarades connaissent le travail que j'ai fait, dans des conditions difficiles, dans le seul but de servir le Parti et l'intérêt de la classe ouvrière.

En date du 10 octobre 1951, le Comité Fédéral prenait une mesure de suspension à mon égard, pour avoir refusé la carte à un individu qui ne la méritait pas. Tout le procédé qui suivit pour imposer ma suspension, pour isoler du Parti un homme qui, en d'autres occasions aussi, avait revendiqué pour lui et d'autres camarades le droit de critique et de discussion, tout cela m'a démontré que les statuts du Parti ne sont qu'un chiffon de papier, qu'il n'existe dans le Parti aucune démocratie interne, que dans le Parti a été instaurée la dictature personnelle des hommes qui ont perdu tout contact avec la classe ouvrière, et qui ne peuvent plus comprendre la classe ouvrière.

Je me souviens bien des réunions du Comité Fédéral, auxquelles j'ai participé à l'époque de mon activité. Chaque fois j'avais la nette sensation qu'il ne s'agissait pas d'élaborer ensemble un programme de travail, mais surtout d'approuver ce que quelques petits dictateurs avaient déjà élaboré avant.

C'étaient ceux-là qui traçaient la ligne politique du Parti, ligne politique que est chaque jour moins révolutionnaire, toujours plus légalitaire et parlementaire. Beaucoup de camarades contestent cette ligne politique, mais leurs opinions ne sont jamais transcrites dans les rapports.

Depuis 1945 à aujourd'hui, les cellules et sections du Parti n'ont fait autre chose que de l'ordinaire administration. Je n'ai pas vu cet esprit de lutte qui, dans un moment tout à fait révolutionnaire, devrait animer un Parti qui se dit communiste et qui ne perd, au contraire, aucune occasion pour réaffirmer en paroles et en fait, l'absolu respect de la légalité démocratique. Les dirigeants du Parti ont plusieurs fois étouffé les initiatives parties de la base et senties par la base.

Dans le Syndicat on a continué à faire appel à l'unité de la classe ouvrière, mais là aussi, il ne s'est fait que du travail organisationnel : la C.G.I.L. a été à la remorque de la classe ouvrière, au lieu de se mettre en tête pour faire une véritable lutte révolutionnaire. Pourtant, il y a eu des occasions où les travailleurs

auraient compris et suivi sur le plan d'une véritable lutte de classe : mais cela n'a pas été fait.

Dans notre province, combien de luttes jamais menées à bien, combien de luttes abandonnées ! Je me souviens de l'ex-Cajroni, de l'Isotta Fraschini. Je me souviens du lock-out de l'Isola, laquelle fut reprise ensuite par les ouvriers, mais non par ceux inscrits au P.C.I. Je me souviens de la lutte manquée contre un gouvernement qui punissait les cheminots de dix jours de suspension, pour avoir le 30 mars, protesté contre la « legge truffa ». On se limitait à de petites protestations et tout se terminait en bulles de savon. Je me souviens de l'abandon de la lutte pour les travaux d'améliorations du sol de S. Agostino, grâce auxquels beaucoup de jeunes auraient trouvé un peu de travail, beaucoup de pères la possibilité de donner du pain à leurs fils. Pourtant, cette agitation avait l'appui des commerçants et en ce qui concerne les travaux d'amélioration du sol, en plus de donner du travail à des chômeurs, ils auraient apporté aussi un bénéfice aux campagnes environnantes.

Les camarades ont attendu et attendent la preuve que le P.C.I. est leur Parti révolutionnaire ; continuant à lui donner leur incessant travail ; continuant à avoir confiance en leurs dirigeants ; mais, moi, aujourd'hui, je ne crois plus qu'une preuve puisse venir de ce Parti.

Je ne le crois plus, parce que les derniers événements de l'Allemagne de l'Est m'ont ouvert les yeux. Ce qui ne m'était pas clair, m'est devenu clair : aujourd'hui j'ai compris la véritable nature de ce Parti.

Si le Parti communiste était le véritable Parti de la classe ouvrière, il n'aurait pas lancé les chars armés sur la population sans armes qui réclamaient des conditions plus humaines de travail ; il n'aurait pas fait fusiller des dizaines de travailleurs ; il n'en aurait pas emprisonné des milliers.

Si le Parti communiste était le véritable Parti de la classe ouvrière, il n'aurait pas réprimé dans le sang une protestation légitime et sacro-sainte, répression propre aux gouvernements bourgeois ; il n'aurait pas eu recours au vil mensonge de qualifier d'agents provocateurs et fascistes, des masses entières d'ouvriers en grève.

Les gouvernements bourgeois aussi répriment les agitations ouvrières avec l'excuse qu'elles sont le fait des agents de Moscou, qui jouent le jeu de Moscou ; le gouvernement soi-disant communiste se comporte de la même façon, donc il est aussi un ennemi de la classe ouvrière ; désormais, il n'y a pas de doute là-dessus, et c'est pour cela que j'abandonne le Parti.

Mais démissionner du Parti ne veut pas dire abandonner la lutte des classes et la lutte politique dans l'intérêt du prolétariat. Moi qui connais la dure, l'humiliante condition des ouvriers, moi qui ai vécu leur vie, vie de continels sacrifices et de privations, moi qui seulement avec mon travail ai pu gagner un morceau de pain, je serai toujours aux côtés des travailleurs et des exploités dans leurs luttes et dans leurs revendications.

Et c'est pour cela qu'aujourd'hui je salue, sans rancœur, tous les camarades de base, les activités et les dirigeants de foi révolutionnaire avec lesquels, pendant six ans, j'ai développé mon activité, croyant que c'était dans l'intérêt du prolétariat ; mais ce n'est pas un adieu, mais un encouragement à mener plus activement la lutte pour un véritable communisme, sans attendre les ordres du Parti, et sur un chemin où le Parti ne pourra suivre et ne suivra pas.

Vicenza, le 30 juin 1953. F. To Bruno TEALDO.

Le Libertaire pendant les vacances ne paraît que tous les quinze jours Prochain numéro sur 4 pages le 8 Octobre

Amis Lecteurs... Pour vos vacances... du 1^{er} juin au 30 septembre, nous vous offrons une série de livres cédés au prix coûtant. En même temps que vous agrémenterez vos loisirs, vous aiderez votre journal. 1^{er} LOT : 700 francs. 2^e LOT : 850 francs. 3^e LOT : 950 francs. 4^e LOT : 550 francs. 5^e LOT : 2.500 francs. 6^e LOT : 950 francs. 7^e LOT : 1.000 francs. 8^e LOT : 450 francs. 9^e LOT : 1.000 francs. 10^e LOT : 500 francs. 11^e LOT : 500 francs. 12^e LOT : 1.500 francs. 13^e LOT : 1.200 francs. 14^e LOT : 850 francs. 15^e LOT : 850 francs. Commandes à René Lustré, 145, quai de Valmy - Paris-X^e C.C.P. Paris 8032-34

POURQUOI ET COMMENT nous luttons pour les comités d'action

LES Comités d'Action actuellement existant sont en fait la continuation sous un nouveau nom des Comités de Grève qui ont traduit la volonté des travailleurs débordant et bouillonnant les directions syndicales traitées. Cette survie est le signe d'une combativité maintenue après la fin des grèves : les travailleurs entendent rester prêts à reprendre l'action, et ils veulent conserver les organismes qu'ils ont créés et qu'ils contrôlent, les organismes d'unification que rendaient nécessaires les trahisons et les divisions syndicales.

Le rôle des militants ouvriers d'avant-garde et des communistes libertaires en particulier est tout tracé en période d'activité intense, de grève : soutenir les Comités d'Action ou de Grève, y participer, exiger leur fonctionnement sous le contrôle des Assemblées d'ateliers ou d'entreprises réunissant tous les travailleurs syndiqués et inorganisés, lutter contre leur domestication possible par une bureaucratie syndicale ou politique, pousser à la constitution de Comités d'Action sur le plan local (réunissant ainsi toutes les branches d'industrie ou services publics), et sur le plan régional et national. Mais attention : cette « fédération » des Comités d'Action, de bas en haut, sur la base de délégués choisis par les Comités d'ateliers élus et révocables à tout moment en Assemblée, ne peut se faire sérieusement que selon la volonté et les besoins réels de la lutte, et non pas à froid, artificiellement. Mieux vaut encore la précipitation au moment de l'action que la construction artificielle de ce qui pourrait ressembler à une nouvelle centrale syndicale de plus ou servir de champ de manœuvre à tel ou telle clique bureaucratique.

C'est justement le but que les chefs de la C.G.T. visent : n'ayant pu empêcher la constitution de ces Comités

sur l'initiative de la base, ils s'en sont déclarés farouches partisans et demandent maintenant la réunion d'une « Conférence Nationale » des Comités d'Action. Le but est clair : constituer un organisme officiel où la bureaucratie stalinienne introduira ses agents. Ce serait d'ailleurs la fin des Comités d'Action, l'ensemble des travailleurs n'entendant pas les voir dégénérer en appendices de la C.G.T., pas plus que d'un autre syndicat, mais ce serait aussi une déception grave de plus pour la classe ouvrière.

Nous devons donc montrer que les Comités d'Action ne peuvent avoir de vie réelle en dehors des périodes d'action, que leur vie dépend de l'intensité des luttes ouvrières. Les Comités montés de toutes pièces ne pourront survivre et nous n'avons alors rien à y faire. Au contraire, nous devons mettre en garde les militants qui pourraient s'y accrocher désespérément, sans résultat.

Mais notre rôle lorsqu'ils se constituent sous la pression des nécessités, reste d'être présents dans les Comités et les Assemblées qui les contrôlent, d'exiger leur fonctionnement démocratique, mais c'est surtout de déjouer les manœuvres politiciennes, de les déborder en faisant adopter un programme commun à toute la classe ouvrière, programme prévoyant non seulement les revendications essentielles mais également les moyens d'action comme la grève générale avec occupation des locaux et manifestations publiques dans tout le pays. Nos camarades seront alors approuvés, appuyés énergiquement par l'ensemble des travailleurs.

LIB

Dans la presse ouvrière

SUR UNE TRAHISON

Sous le titre « Au seuil d'une grave semaine », l'éditorial de « Force Ouvrière » analyse la situation trois semaines après la reprise du travail dans le secteur public.

Le Gouvernement a pris, alors que sa vie ne tenait qu'à un fil et que le plateau de la balance oscillait, des engagements.

Sous des prétextes divers et avec des mauvais arguments, ils ont été plutôt mal qu'à bien tenus. Des sanctions ont été prises contre des travailleurs ayant usé du droit de grève. Elles se placent sur le plan pénal ou administratif. Elles sont également inacceptables. Notre Confédération l'a signifié au ministre de l'Intérieur.

Consécutivement aux grèves, de lourdes retenues ont été opérées sur les traitements des cheminots, postiers et agents de la fonction publique.

Nous sommes loin du ton triomphant des articles publiés immédiatement après la grève, notamment lorsqu'il était écrit :

A Matignon, dans la soirée du 20 au 21 août, il a été arraché aux représentants du Gouvernement qu'il n'y aurait pas de sanctions administratives et le ministre des P.T.T. a confirmé, le 21 août, cette décision en transmettant à tous les chefs de services un télégramme de ce sens.

Il est devenu évident, à présent que le résultat le plus clair de ces accords Matignon a été de sauver le gouvernement dont « la vie ne tenait qu'à un fil ». Le 20 août, les travailleurs ont grévés, confiants dans l'issue de leur magnifique mouvement, sentaient la victoire proche. C'est alors que les dirigeants F.O., sur la foi de simples promesses gouvernementales, donnèrent l'ordre de reprise du travail. Aujourd'hui, ces tentatives s'étonnent que les engagements ne soient pas tenus et s'indignent d'être accusés de trahison.

L'éditorialiste ajoute, un peu plus loin :

La C.G.T.-Force Ouvrière n'entend ni reculer ni se renier. Si elle est prête à discuter sur des bases valables, elle ne se privera pas à des compromis qui maintiennent les choses en état. Derrière la paille des mots elle entend tirer le grain des réalités.

La C.G.T.-F.O. n'entend ni reculer, ni se renier. Deux attitudes difficilement conciliables car, ne plus reculer serait précisément pour F.O. renier tout un passé de brisures de grèves. Nous pouvons faire confiance aux actuels dirigeants pour que cette centrale suive fidèlement la voie qu'ils lui ont tracée ; nous connaissons leur persévérance dans la « ligue ». Que F.O. soit toujours prêt à discuter, nous venons d'en avoir la preuve. Mais quand on ajoute « sur des bases valables et qu'elle ne se privera pas à des compromis », nous ne comprenons plus. On comprend d'autant moins que l'affirmation vient à la fin d'un article regrettant que les dernières discussions n'aient apporté que des engagements qui n'ont pas été tenus. Nous aimerions savoir ce que notre plausibilisme comme un compromis. « Derrière la paille des mots » se cache un grain d'ironie que les travailleurs risquent de ne pas savourer.

DEMOCRATIE OUVRIÈRE

Depuis la préparation du dernier Congrès de la C.G.T., le vent est à la démocratie dans la centrale de la rue Lafayette. Et, pour la constitution des comités d'unité d'action on a décidé de laisser la parole à tous les travailleurs, quelle que soit leur tendance.

Ecoutez Monmousseau dans la « Vie Ouvrière » :

L'action unit des travailleurs ne serait qu'une formule sans l'organisation de la lutte par la constitution dans chaque service, atelier et entreprise de comités d'unité d'action élus par les intéressés.

Quelles directives leur donneront-ils ? Le danger n'a pas échappé à Monmousseau qui ajoute :

Et qui peut réaliser cela au mieux ? Les syndicats et les sections syndicales de la C.G.T. avec le concours actif de tous les militants et de tous les syndiqués.

Il faut avoir des syndicats forts, voyez-vous, pour donner de la force aux Comités d'unité d'action et aux luttes revendicatives.

N'est-ce pas mieux comme ça ? L'élection des comités d'unité par les intéressés, réalisée par les sections syndicales de la C.G.T. ? C'est peut-être difficile à expliquer, mais c'est la meilleure façon de parer à tout danger. Et les syndicats forts qui donneront de la force aux Comités d'Unité et aux luttes revendicatives ! N'est-ce pas une trouvaille ?

A. MOINE.

Après la grève du Bâtiment La lutte continue RÉPRESSION CONTRE LES GRÉVISTES dont 5 de nos camarades

La grève du bâtiment à Toulouse, à fin le 8 octobre dans l'unité la plus totale. Après trois semaines et demi de grève, les deux centrales en lutte C.G.T. et C.N.T. ont donné l'ordre de reprise du travail. Dans son dernier appel, le comité de grève invite les travailleurs de la corporation à se regrouper sur la base de l'entreprise, en constituant des comités d'unité d'action le plus large possible axés sur un programme précis défini par le cahier de revendications :

1. Généralisation des accords signés par quelques entrepreneurs à savoir : Gardien de rue balayeur... 150 fr. Manœuvre spécialisé... 170 » Ouvrier spécialisé... 195 » Ouvrier qualifié... 240 » Ouvrier hautement qualifié... 270 »
2. Revendications propres à l'entreprise.
3. Coordination des efforts sur le plan local et par corporation et particulièrement dans le second œuvre.

LE LIBÉRAIRE

ORGANE DE LA FEDERATION ANARCHISTE

L'usine aux ouvriers - La terre aux paysans

Echec aux mesures fascistes DANS LES P.T.T.

La spontanéité et l'ampleur du magnifique mouvement des travailleurs des P.T.T. ont provoqué une véritable panique au sein de la bourgeoisie et de son gouvernement de classe.

« Le Libéraire » a souligné le caractère révolutionnaire de ces luttes au cours desquelles les postiers débordant leurs organisations syndicales, montrèrent un allant qui dépassait même les dirigeants de la C.G.T. inquiets et surpris. Dressés contre l'Etat, les grévistes ont mis en échec un gouvernement ultra-réactionnaire, en dépit des mesures fascistes de réquisition.

Après la trahison des dirigeants F.O. et C.F.T.C., nos camarades, mal soutenus par la C.G.T. qui ne fit rien pour généraliser la grève, ont repris le travail. Ils le firent la rage au cœur, avec le sentiment d'avoir perdu seulement

une bataille. Ils n'étaient pas vaincus, et leur combativité, qu'ils avaient gardée intacte, obligea l'administration à lever les sanctions. L'action n'avait plus le même caractère spectaculaire, mais elle se poursuivait néanmoins dans tous les services. Débrayages limités, protestations multiples firent comprendre aux chefs que le climat avait changé. Forts de leur unité les postiers étaient décidés à ne plus se laisser brimer.

Aux Chèques Postaux de Paris, un chef de centre de combat en fit l'expérience. Ce monsieur prétendait im-

poser aux agents des heures supplémentaires non payées pour rattraper le retard dû à la grève. La riposte fut immédiate. Cessant spontanément le travail, le personnel en majorité féminin des chèques, obtint le retrait de la circulaire du chef de Centre ; il obtint également que les heures supplémentaires non obligatoires soient majorées de 40 % et le recrutement d'auxiliaires pour écouler le trafic. Magnifique exemple de la volonté de lutte des travailleurs des P.T.T.

Cette volonté augmentait le désarroi de l'Administration qui avait pu consi-

tater la vanité des ordres de réquisition. Aussi, par une circulaire « confidentielle » n° 111, que nous insérons ci-dessous, Pierre Ferri, le ministre R.P.F. des P.T.T., invitait les chefs de services à prendre des dispositions qui enlevaient pratiquement le droit de grève à la totalité du personnel d'encadrement et à une forte proportion des agents d'exécution.

Il est inutile de souligner le caractère fasciste d'une telle circulaire. Rien n'y manque ; pression exercée individuellement sur les agents, chantage pour ceux qui sont susceptibles d'obtenir un avancement, appel aux mouchards et aux jaunes. De telles dispositions qui visent en fait à créer un véritable carnet B des agents grévistes, permettent de mesurer la faiblesse et la canaillerie, à la fois, d'un ministre aux abois.

Dès qu'ils eurent connaissance de cette circulaire, avant même qu'on passe à l'application, les postiers réagirent. C'est d'abord au bureau de tri de la gare du Nord où, par leur détermination, nos camarades obtinrent que les consultations des agents soient différées. Puis l'action s'amplifiant, des débrayages un peu partout en province (Lyon, Marseille, St-Etienne, entre autres) et dans les grands centres de la capitale, obligèrent l'administration à retirer sa circulaire.

C'est déjà une première et importante victoire, en attendant les luttes futures. Les postiers sont décidés à ne pas se laisser enlever cette arme incomparable du prolétariat, la grève.

Avec nos militants à la pointe du combat, ils seront présents à côté des autres travailleurs dans la bataille sociale qui s'engagera à nouveau. Et guidés par l'avant-garde communiste libertaire, ils sauront donner à leur lutte l'élan révolutionnaire capable d'atteindre le véritable enjeu qui dépasse de loin les simples revendications professionnelles.

A. FLAMAND.

Les travailleurs ne sont pas dupes de la prétendue baisse ILS NE SIGNERONT JAMAIS DE PAIX SOCIALE ni avec le gouvernement ni avec le patronat

La poussée révolutionnaire du mois d'août n'est pas terminée. Son atténuation dans la forme n'est point ralentie. La magnifique et spontanée action des cheminots de Rouen et du centre des ateliers de Sotteville, la grève des métaux du Havre qui dura plus d'un mois, les débrayages successifs chez les postiers et dans les autres administrations et industries contre les sanctions sont là pour prouver que la lutte continue, que la lutte ne cessera pas, que tous les travailleurs entendent obtenir

gain de cause et faire plier le patronat et le gouvernement.

Aucun travailleur n'est dupe de la baisse qui est tout à fait fictive. Ce ne sont pas les belles étiquettes tricolores qui déterminent celle-ci. Nous connaissons des commerçants et des sociétés à succursales multiples qui ont affiché effectivement une baisse, mais pensant certainement que le consommateur avait la mémoire courte, ont affiché les prix antérieurs supérieurs à ce qu'ils étaient avant la baisse. Chez le boucher la viande qui était vendue sans os, comme le veau, est maintenant taxée plus faible mais avec os.

Vol sur la qualité, sur le poids, tel est l'art du commerçant. Celui-ci, malgré les belles affiches du Syndicat de la Boucherie, n'entend pas faire les frais de la baisse.

Depuis plus d'un an les produits de la terre ont baissé, selon l'indice de la « Vie Française », de 200 points en un an. Pour empêcher la revalorisation des salaires, car les margouillins ne sont pas sans méconnaître la poussée sociale et le sort désirable des travailleurs, complices du gouvernement, ils déclenchent une « baisse » qu'ils se sont refusés depuis un an à effectuer, alors, comme nous le disions plus haut, les prix à la production ayant réellement fléchi.

« Les travailleurs ne croient pas à la baisse », c'est le cri d'alarme de toute la presse réactionnaire, ça l'ennuie cette grande prostituée, cela arrangerait bien des choses s'il en était autrement. Cela pourrait permettre au patronat et au gouvernement de revivre ces époques de droit divin et le retour à l'esclavage.

Les travailleurs ne peuvent pas croire à la baisse dans le régime que nous vivons.

La baisse, c'est une publicité tapageuse pour vendre des articles de mauvaise qualité. La baisse n'aura pas lieu parce que l'on ne supprime pas les véritables causes de la cherté des prix. De la production à la consommation, toute une gamme d'intermédiaires subsistent, tirant des profits substantiels et usuraires, et dont l'Etat, cependant, ne peut rien faire contre eux, car ils sont un tout dans l'Economie capitaliste. La suppression de deux ou trois intermédiaires entre le producteur et le consommateur pourrait diminuer le prix d'un produit, mais l'Etat perdrait ainsi une source de profits, impôts, taxes, etc. En régime capitaliste, la baisse est absurde et utopique. L'Etat capitaliste engendre la hausse.

Il n'y a pas suspension d'action. Le prolétariat n'a pas signé d'armistice social ni avec le patronat, ni avec le gouvernement.

Ce n'est pas parce que les dirigeants F.O. et C.F.T.C. avaient signé la paix avec Laniel qu'ils ont été suivis. Malgré qu'aujourd'hui après leur trahison concertée, ils veulent jouer les indignés devant l'attitude du réactionnaire Laniel qui applique la politique que lui a tracée le C.N.P.F. Laniel agit avec un certain mépris avec les circons de bottes.

La classe ouvrière n'a pas oublié et n'oubliera pas de sitôt l'attitude des centrales jaunes. La leçon n'a pas été perdue. Le combat continue et la formation des comités d'action à la base, dont nous avertissons les ouvriers, ne doit pas dévier et devenir la filiale d'une centrale devenue, car ces derniers perdraient ainsi toute leur liberté d'action.

Les comités d'action sont et doivent rester des organismes strictement ouvriers. Ils ne doivent faire une politique en faveur d'un bloc ou d'un autre bloc, mais une politique essentiellement ouvrière, qui doit ouvrir les voies à la Révolution sociale libératrice, au Communisme libératrice.

Robert JOULIN.

Voici l'essentiel de cette circulaire :

Paris, le 9 septembre 1953.

CONFIDENTIEL CIRCULAIRE N° III Le Ministre des P.T.T.

à MM. les Directeurs Régionaux des Sees Postaux, Directeurs Régionaux des Télécommunications, Directeurs Départementaux et Chefs de Services.

OBJET : Dispositions préventives à prendre, en cas de grèves des P.T.T., pour assurer la continuité du service.

L'Administration des P.T.T. constitue un service public dont le fonctionnement est nécessaire à la fois à l'exercice du pouvoir gouvernemental et au maintien de la vie économique de la Nation.

Il est donc indispensable de prévoir et d'assurer, en toutes circonstances, un minimum de continuité des services des télécommunications, ainsi que des services postaux et financiers.

A cet effet, il convient de prendre toutes dispositions pour que dans toutes les éventualités, les chefs immédiats puissent disposer des moyens d'action dont l'ampleur est fixée pour chaque branche d'exploitation dans l'annexe 1 de la présente circulaire.

Ces moyens en personnel doivent permettre d'assurer la continuité des services définis ci-après :

SERVICES INDISPENSABLES :

- au fonctionnement des organismes gouvernementaux et à leurs liaisons et au maintien de l'ordre public ;
- à la sauvegarde de la vie humaine ;
- au maintien du moral de l'armée stationnée en territoire étranger et dans les territoires français d'Outre-Mer ;
- à la sauvegarde des installations et des envois confiés à la poste ;
- au maintien des activités essentielles de la Nation.

Pour la mise en œuvre de ce plan, MM. les Directeurs et Chefs de service sont priés de vouloir bien procéder, dès réception de la présente circulaire, à la réaffectation des mesures suivantes :

I. — Dresser immédiatement, pour chaque bureau ou centre jusqu'à la 3^e classe, une liste de personnel énumérée à l'annexe I, le nombre de fonctionnaires à désigner pour assurer la continuité du service.

II. — Inviter les receveurs et chefs de centre à procéder, dans les limites définies ci-dessus, à des désignations nominatives, compte tenu des éléments ci-après, cités à titre indicatif :

- a) Fonctionnaires qui se sont tenus à l'écart du mouvement de grève d'août 1953 ;
- b) Fonctionnaires, dont la candidature à un emploi dans les corps spéciaux de la poste aux armées et des transmissions militaires a été agréée ;
- c) Fonctionnaires figurant sur un tableau d'avancement de grade ou candidats au tableau en préparation ;
- d) A défaut, fonctionnaires sans passé disciplinaire et offrant les meilleures garanties.

Cette liste, à tenir secrète et à conserver dans le coffre-fort de l'établissement, devra être soigneusement mise à jour ; en particulier, les fonctionnaires promus ou mutés seront remplacés au fur et à mesure de la prise de service de leurs successeurs, par des fonctionnaires répondant eux-mêmes aux conditions requises.

Egalement, des suppléants devront être prévus pour combler les positions de travail tenues par les agents indisponibles pour quelque cause que ce soit : congés d'affaires, congés de maladie, appels à un cours d'instruction professionnelle, période de réserve, etc.

III. — Les fonctionnaires désignés seront convoqués individuellement par le receveur ou chef de centre dans son cabinet, lequel leur communiquera le texte contenu dans l'annexe II et les invitera à émettre sur un reçu individuel. Les chefs d'établissement mentionneront les refus qui pourraient leur être opposés.

IV. — Signaler dans un court rapport à faire parvenir sous le présent timbre pour le 25 septembre les difficultés et les incidents auxquels pourrait donner lieu l'application des présentes prescriptions et en particulier les refus enregistrés pour chaque catégorie de personnel.

Tout refus de votre part, tout manquement aux instructions impératives devront être notifiés aux receveurs et chefs de centre afin que :

- 1^o Les listes nominatives d'agents désignés soient dressées pour le 15 septembre ;
- 2^o Tous les fonctionnaires en causes soient avisés verbalement de leur désignation avant le 21 septembre.

V. — La mise sur pied des services dont la continuité doit être assurée en tout état de cause, se fera en conformité des instructions en préparation qui vous seront transmises sous le timbre des Directions générales ou Directions intéressées de l'Administration centrale.

Le Ministre des P.T.T. : Pierre FERRI.

CONFIDENTIEL ANNEXE 2 Ce texte ne doit pas être reproduit.

Texte à communiquer individuellement et verbalement et à commenter, si besoin est, à tous les fonctionnaires désignés pour assurer en toutes circonstances la continuité du service.

Le fonctionnement de l'Administration des P.T.T. étant nécessaire à la fois à l'exercice permanent du pouvoir gouvernemental et au maintien des activités essentielles de la Nation, la continuité des services définis ci-après doit être assurée en toutes circonstances.